

Ecole Nationale des Brigades des Douanes	
Formation d'acteurs	Formation initiale

## ***Module destiné aux catégories b et c***

Lieu : Ecole de La Rochelle, Date:

Organisateur : Ecole de La Rochelle

## **Historique de la formation**

### ***Un projet lié à l'action de la MILDT***

En coopération avec la gendarmerie, l'administration pénitentiaire et le Ministère de l'Intérieur, l'administration des douanes a participé à l'élaboration du "module de 6h00". Deux personnes de l'école de La Rochelle et une de la Direction générale des douanes et droits indirects(DGDDI) du bureau A1 (politique générale du personnel) ont participé à ces réunions. C'est au début de l'année 2001 qu'a été finalisée la proposition de "module à destination des gendarmes, policiers, douaniers, personnels de l'administration pénitentiaire, en contact avec des usagers de substances psychoactives".

C'est un des participants à ces réunions (organisateur) qui a préparé le module pour les agents de catégories B et C en uniforme qui sont les agents de constatation et contrôleurs. La formation de ces agents se fait en deux parties. Tout d'abord, une partie théorique de 4 mois puis une partie pratique de 6 mois. Pour l'année 2000, 250 nouveaux fonctionnaires ont été formés, sachant qu'au total, il y a, au niveau national, 20 000 douaniers dont la moitié de catégories B et C en uniforme.

L'introduction du module a nécessité quelques aménagements. Auparavant, un module de 6 heures était consacré au thème des substances psychoactives : il a été révisé pour tenir compte des orientations interministérielles. Pour les contrôleurs, le module a été augmenté d'une heure, soit 7 heures, et 2 heures ont été réservées aux nouveaux thèmes. Pour les agents de constatation, le nombre d'heures a été maintenu mais le contenu a évolué pour permettre de consacrer 2 heures aux nouveaux thèmes.

Les heures libérées ont été consacrées à la géopolitique et à l'économie des drogues (aux poids économique de l'alcool et du tabac), aux poly trafics et aux poly usages. Dans le domaine des politiques publiques, sont traités la prévention, la réduction des risques, les comportements d'usage, d'abus et de dépendance.

### **Contribution du Plan Triennal aux résultats**

Le contenu de la formation a évolué dans une proportion de l'ordre de 1/3. Cette évolution est liée au Plan Triennal et utilise la documentation de la MILDT

## **Résultats de la formation**

### ***Le point de vue des organisateurs***

"Avant la formation était axée sur la réduction d'offre par la lutte contre les réseaux, aujourd'hui la formation s'intéresse aussi aux consommateurs et aux dealers".

"Dans le métier de douanier, on est amené à interpellé des consommateurs, c'est par rapport à ces gens là...". "Il n'est pas inutile d'avoir des éléments de discussion auprès des jeunes qu'on interpelle".

De plus, beaucoup de douaniers sont sollicités par l'Education Nationale, par des comités d'entreprise pour intervenir dans des établissements, un module est donc nécessaire pour pouvoir répondre aux attentes. Il s'agit de "présenter les risques liés aux produits, les politiques de santé publique et le rôle des administrations qui interviennent".

"Ce qui est difficile, ce n'est pas la durée courte du module". "Notre objectif, c'est de former des gens aptes à lutter contre les trafics (blanchiment, stupéfiants,...) donc il s'agit d'un thème central dans nos formations". Ce nouveau module est une manière de trouver "de nouvelles entrées pour aborder le même thème".

"Ce qui est intéressant, c'est de donner des éléments, pour qu'une fois l'aspect répressif dépassé, on puisse aborder les jeunes".

Selon un organisateur, comme pour beaucoup de formations, "des participants sont satisfaits et intéressés d'autres pas du tout". "Des gens trouvent intéressant et pensent que ce sera utilisable, ce qui se dégage globalement, c'est un intérêt".

"Peut être que ça prendra d'avantage de valeur lorsqu'il seront en poste". (formation initiale)

### **Le point de vue des participants**

Lors de notre enquête auprès de 9 participants, nous avons pu constater que le groupe d'enquêtés interrogés est assez hétérogène. En effet, il ne se dégage pas de tendances concernant les questions « d'information » et de « participation à la formation ». En revanche, pour les questions portant sur les « résultats de la formation », pour 8 personnes la formation les a soit motivé soit ouvert à de nouvelles perspectives. Cinq des participants ont noté que la formation ne leur avait pas amené « la solution à certains de leur problèmes concrets ». Pour 6 d'entre eux, ils ne jouent pas de rôle particulier, dans leur institution, à propos des drogues, et tous estiment avoir une influence plutôt faible au sein de leur institution.

## **Le contexte**

A la MILDT, la chargée de mission, explique la réglementation douanes et dans son ministère les orientations de la MILDT.

L'ensemble des formations initiales et continues sont gérées par le bureau A1 de la direction générale qui s'occupe de la politique générale du personnel. Il s'agit de la direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle à Neuilly.

Il existe 3 types de formation. Une destinée à la catégorie A, les cadres, qui est assurée à Neuilly. Pour les catégories B et C, maîtrise et agents d'exécution, une distinction existe entre les agents en civil et les agents en uniforme. L'école de Rouen s'occupe de la formation des agents en civil et l'école de La Rochelle des agents en uniforme.

Seuls les agents en uniforme ont suivi le module de 6 heures car ils sont les seuls à être amenés à côtoyer des usagers. Les cadres, les inspecteurs principaux reçoivent une formation similaire à celle de l'école de La Rochelle sur une ½ journée.

En ce qui concerne les formations continues, la prise en compte du Plan Triennal n'a pas encore été réalisée. La programmation des formations se fait par des plans annuels de formation ce qui rend difficile l'ajout d'un module en cours d'année. De plus le passage à l'Euro et les attentats du 11 septembre (contrôle de sûreté des bagages de soutes) ont créé d'autres priorité pour les douanes.

La formation continue est assurée par les services régionaux (40 en France environ) qui ont reçu le plan national de formation élaboré par les 3 écoles. Ces services doivent faire remonter au cours du 1<sup>er</sup> trimestre les plans régionaux de formation au bureau A1. Ensuite ce sont les chefs de subdivision, responsables de plusieurs unités territoriales qui ont en charge la formation des personnels.

### **Entretiens**

Chargée de mission MILDT

Coordonnateur : Bureau A1 de la DGDDI

Organisateur : ENBD

Formateur : ENBD